



06 29 82 52 96

Les grévistes Sans-papiers de RSI veulent leur régularisation !!!!

Manifestation vers la préfecture de Nanterre, jeudi 3 février à 14h00

Rendez-vous au métro Esplanade de la Défense

Depuis le 1er novembre, nous tenons un piquet de grève devant l'agence RSI de Gennevilliers, 10 rue de la Sablière, dans le quartier des Grésillons. RSI est une entreprise d'intérim spécialisée dans le Bâtiment et les Travaux Publics. RSI fournit de la main-d'œuvre précaire pour les entreprises des chantiers.

"On travaille comme des esclaves"

« Tout le monde sait que nous n'avons pas de papiers, l'agence d'intérim, les chefs sur les chantiers... Ils nous traitent d'emblée différemment : on est insultés, sous pression. Si on se défend, on nous répond "Fin de mission". Si on est blessés et qu'on ne peut pas retourner sur le chantier, on est virés, sinon on continue de travailler malgré les douleurs. On travaille comme des esclaves et on n'est pas considérés comme des hommes » (Le Parisien du 2 novembre)

Première victoire : RSI a accepté de délivrer les documents de régularisation...

Le 29 novembre, le groupe BELVEDIA, qui possède la société d'intérim RSI, afin de résoudre ce conflit social, a accepté de délivrer 83 cerfas (les promesses d'embauche... ou plutôt de réembauche) et l'ensemble des documents demandés par les préfectures.



Le mardi 18 janvier devant la préfecture, les trois piquets de grève, DPD, Chronopost et RSI étaient présents ensemble.

... mais depuis deux mois, la préfecture refuse de nous recevoir !!

Une lettre de demande de rendez-vous a alors été envoyée le 9 décembre à la préfecture des Hauts-de-Seine. Celle-ci a répondu à notre collectif le 22 décembre et à la députée Elsa Faucillon le 3 janvier, nous demandant d'aller voir les autres préfectures et, pour ce qui est du 92, de passer par internet... individuellement bien sûr. Le 18 janvier, nous étions 350 devant la préfecture de Nanterre. La préfecture a de nouveau refusé de nous voir. Elle ne voulait parler qu'avec les élus de Gennevilliers venus au rassemblement... Quel mépris pour des travailleurs en grève.

Exploitation des Sans-papiers, l'État montre l'exemple

Ces dernières années l'État a laissé se constituer un marché de main-d'œuvre de 6 à 700 000 Sans-papiers dans lequel les employeurs n'ont qu'à piocher. Et l'État lui-même montre l'exemple. Notre collectif tient deux autres piquets de grève, l'un devant l'agence **Chronopost** d'Alfortville dans le 94, l'autre devant la plate-forme **DPD** du Coudray-Montceaux dans le 91. Dans ces filiales de **La Poste**, encore entreprise d'État, des milliers d'intérimaires, Sans-papiers comme nous, trient les colis à toute heure du jour et de la nuit.

LA PRÉFECTURE DOIT RÉGULARISER TOUS LES GRÉVISTES DE *RSI* ET LEURS SOUTIENS SANS-PAPIERS

Le Collectif des Travailleurs Sans-Papiers de Vitry et le Comité de soutien qui comprend des citoyens de Gennevilliers et d'ailleurs, ainsi que les organisations : ATMF (BNS), ATMF Gennevilliers, Ensemble, Gennevilliers Insoumise (LFI), LO, PCF, PRCF, ROSI France, Union Syndicale Solidaires...

Contact : ctspv94@gmail.com